



### DISPOSITIF NATIONAL DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES CATASTROPHES ET CRISES HUMANITAIRES AU

Présenté par **SANKARA Saturnin Wêndinpui**, Chef du Département Prévention des catastrophes au SP/CONASUR

BURKINA FASO



#### Plan de présentation

- 1. Historique
- 2. Composition du CONASUR
- 3. Fonctionnement du CONASUR
- 4. Domaines d'intervention du CONASUR
- 5. Coordination des actions
- 6.Instruments de coordination
- 7. Besoins et moyens du dispositif national
- 8. Principales limites du dispositif national
- 9. Perspectives









#### 1. Historique

- •Sous-Comité de Lutte contre les Effets de la Sécheresse (SCLES) en 1972
- •Commission Nationale de Lutte contre les Effets de la Sécheresse (CNLES) en 1983



#### 1. Historique

•Comité National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) le 5 Mars 1993, doté d'un Secrétariat Permanent (SP/CONASUR)

•Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation le 30 décembre



#### 2. Composition du conasur

CONASUR

- □Vingtaine de départements ministériels,
- □Les Gouverneurs de régions,
- □les ONG représentées par le
  - **SPONG**
- □la Croix-Rouge



#### 3. FONCTIONNEMENT DU CONASUR

Président: Ministre en charge de l'action sociale Vice-Président: Ministre en charge de l'administration

<u>Président:</u> Gouverneur

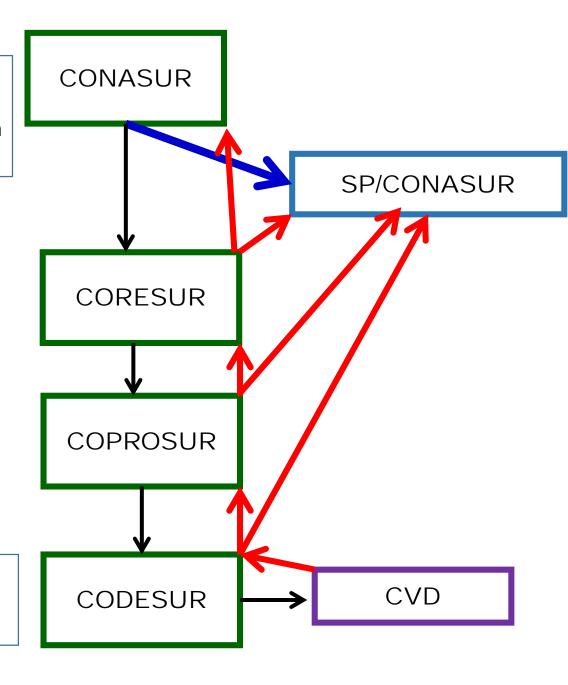
Vice-Président: Président

Conseil Régional

<u>Président:</u> Haut-Commissaire <u>Vice-Président:</u> Maire du cheflieu de la province

Président: Préfet

Vice-Président: Maire





#### 4. DOMAINES D'INTERVENTION DU CONASUR

□ Prévention ;

☐ Secours d'urgence et

assistance humanitaire;

☐ Réhabilitation.

#### 5. Coordination des actions

- ☐ Mise en place d'une Equipe technique de coordination
- □Responsable de la coordination : SP/CONASUR
- □Intervenants: Chefs de file sectoriels/
  Points focaux sectoriels humanitaires
- □ Fonctionnement : en fonction de la nature de l'urgence





- 1. Santé;
- 2. Nutrition;
- 3. Sécurité alimentaire;
- 4. Education;
- 5. Abris /matériel de survie;
- 6. Aménagement des sites;
- 7. Protection;

- 8. Eau/hygiène assainissement;
- 9. Logistique et transport;
- 10. Télécommunication;
- 11.Prévisions météorologiques et hydrologiques;
- 12.Premiers secours et sauvetages;
- 13.Coordination /Gestion centresd'accueil et sécurité despopulations et des acteurs



- □Stratégie nationale de prévention et de gestion des risques, des crises humanitaires et catastrophes (2013-2017)
- □Plan d'action national pour le renforcement des capacités pour la réduction des risques et la préparation à la réponse aux urgences au Burkina Faso (2016-2020), appelé Plan CADRI



- □ Plan national multirisque 2015-2016, impliquant 13 secteurs y compris la protection civile
- □ 07 Plans de contingences régionaux validés : Boucle du Mouhoun, Centre Nord, Centre-Sud, Est, Hauts-Bassins, Nord et Sahel;
- □14 plans de contingence communaux validés (Ouagadougou; Yalgo; Tougouri; Pensa; Bagaré;

Bilanga; Piéla; Bogandé; Bouroum; Nagbingou;

Zégdéguin; Pissila; Samba; Latoden)



Décret n°2016-1143/PRES/PM/MS/MATDSI/MDNAC du 06 décembre 2016, portant création, attributions, organisation, fonctionnement et mise en œuvre d'un **Dispositif d'Intervention Médicale d'Urgence** (DIMU).

□Plan d'Organisation des secours (ORSEC);









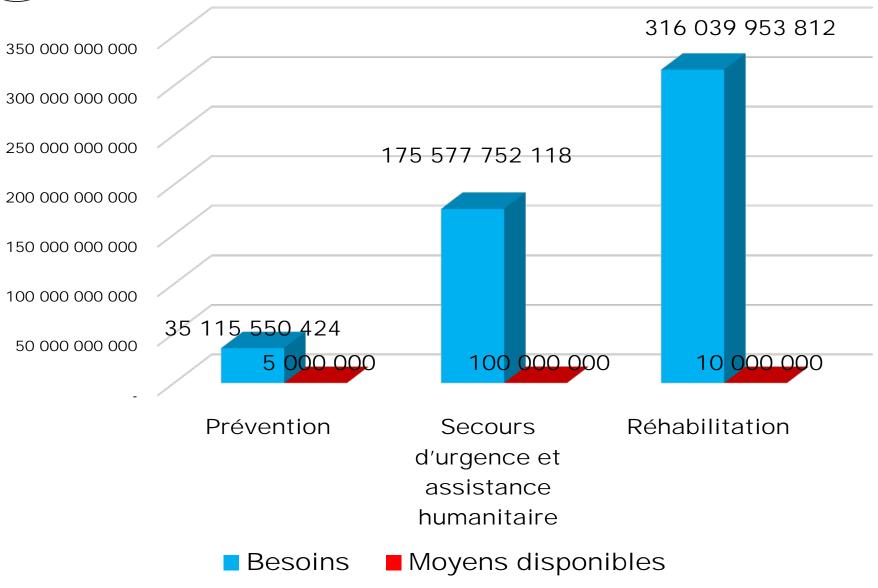
⊔Loi d'orientation votée l'Assemblée nationale le 22 avril 2014 relative à la prévention et la gestion des risques, des crises humanitaires et des catastrophes





# 7. Besoins et moyens du dispositif national







Face ce déséquilibre, des initiatives sont développées quotidiennement:

- □ Renforcement des cadres de concertation entre les acteurs étatiques et non étatiques (rencontres de concertations, de coordination, de planification...)
- □Plaidoyer auprès des PTF afin de soutenir fortement les efforts de l'Etat



- ☐ Formation des acteurs sur les procédures d'intervention en situation d'urgence
- □Pré-positionnement de vivres et non vivres dans les régions et provinces du BF

(Sahel; Hauts Bassins; Boucle du Mouhoun; Sud-Ouest; Centre-Ouest; Centre-Nord)

☐ Partenariat avec des structures et institutions



- ☐Formation des acteurs sur les procédures d'intervention en situation d'urgence
- □Pré-positionnement de vivres et non vivres dans les régions et provinces du BF
- ☐ Partenariat avec des structures et institutions



# 8. Principales limites du dispositif national



- ☐ Manque de moyens pour faire face à certaines catastrophes;
- □Insuffisance de synergie ou de concertation entre les structures intervenant dans le domaine de la gestion des risques de catastrophes (prolifération des acteurs)
- ☐Manque de financements pour la mise en œuvre concrète des documents de stratégie;



- □ Absence de données fiables à temps sur les zones à risques, sur les impacts des catastrophes;
- □ Faible appropriation des systèmes d'alerte.



## 9. Perspectives



- ➤ Mise en place de l'agence unique;
- ➤ Mise en place d'un système d'information intégré : système d'alerte précoce unitaire.



# Merci de votre attention !